Rassemblement des chômeurs aujourd'hui

Le Mouvement des jeunes indépendants pour le changement (MJIC) a exprimé son soutien «indéfectible» aux chômeurs organisés sous l'égide du Comité national pour la défense des droits des chômeurs et qui comptent bien tenir un rassemblement, aujourd'hui, place des Martyrs à Alger. Dans un communiqué parvenu hier à notre rédaction, le MJIC a indiqué avoir mené une campagne de mobilisation à cet effet et que ses membres prendront part à ce rassemblement. Tout en invitant les policiers à encadrer le rassemblement, le MJIC a néanmoins condamné l'arrestation, mercredi dernier, d'une militante du comité des chômeurs à Mostaganem alors qu'elle distribuait des tracts appelant à la manifestation d'aujourd'hui. Il «regrette» également ce qu'on a qualifié d'«agression par les gendarmes» de jeunes chômeurs de Hassi Messaoud qui ont protesté ce même mercredi pour dénoncer la «corruption» gangrénant le bureau local de main-d'œuvre. Le mouvement a enfin réitéré son soutien à toute action visant un «changement radical et pacifique» en Algérie.

R. N.

ALGER

Les jeunes boudent la marche du 19 mars

L'appel à la marche lancé sur le réseau social Facebook à l'occasion du 49e anniversaire du 19 Mars n'a pas trouvé écho auprès de la jeunesse. La police a mis en place un important dispositif au niveau de la Grande-Poste pour empêcher la manifestation.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - La marche de la jeunesse n'a pu avoir lieu, hier, dans les rues d'Alger. L'appel lancé la semaine dernière via Facebook n'a, vraisemblablement, pas été entendu.

Un appel qui a toutefois été pris très au sérieux par les autorités qui ont mis en place un important dispositif sécuritaire. Dès les premières heures de la matinée, les policiers des unités républicaines de sécurité ont pris position autour de la Grande-Poste, point de départ de cette marche qui devait aboutir au siège de la présidence de la République, à El-Mouradia.

Prévue initialement à 9 h, la manifestation sera finalement retardée. A 10h30, des policiers procèdent à la vérification des papiers d'identité d'un jeune homme debout sur les marches de la Grande-Poste. Aussitôt, des journalistes et des photographes de presse s'agglutinent autour de lui. Il annonce qu'il est membre du collectif Bezzef. «Le peuple doit pouvoir manifester librement», lance-t-il aux journalistes. Les policiers interviennent pour libérer les lieux. Les initiateurs de la manifestation du 19 mars tentent alors de marcher. Ils ne feront que quelques pas avant d'être bloqués par la police antiémeute. Une autre tentative est lancée quelques minutes plus tard par un second groupe. Sans succès. La situation tournera alors au jeu du chat et de la souris.

Les marcheurs, qui tenteront de se rassembler, seront systématiquement dispersés par la police. «Il est quasiment impossible de manifester librement dans ces conditions.

Il y a plus de policiers que de marcheurs», notera un des organisateurs. Mais il estime que cette première sortie est une réussite. «Il suffit de voir le dispositif qui a été mis en place aujourd'hui. Ceux qui gouvernent le pays savent que la véritable menace vient des jeunes. Il faut juste que nous apprenions à nous organiser.»

Selon lui, de nouvelles initiatives seront lancées dans les prochains jours.

T. H.

AU MOMENT OÙ SE TENAIENT DES MARCHES DANS LA CAPITALE

El-Madania en marge...

Le samedi ne semble pas inspirer les habitants d'El-Madania. Le quartier, qui a connu il y a quelques jours des émeutes, était placide hier au moment où se tenaient des marches à différents endroits de la capitale.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - La place du 1er-Mai, comme le veut désormais la «tradition», était hier encerclée par un dispositif policier impressionnant. C'est un passage obligé pour arriver au quartier d'El-Madania. La circulation est fluide. L'ambiance est tout autre : point de présence policière. L'ambiance est à la détente. Rien d'original : c'est le week-end, les enfants profitent du premier jour des vacances de printemps. A Diar-El-Mahçoul, quartier ayant connu des jours mouvementés, point de révolte mais les stigmates des émeutes sont là : un barrage est dressé avec des pierres et une voiture carbonisée. Les véhicules désirant accéder au quartier n'ont pour seule alternative que de faire demi-tour.

Les jeunes et les moins jeunes qui sont adossés au mur préfèrent visiblement évoquer les troubles que le quartier a connus que les raisons qui les poussent à ne pas prendre part aux différentes manifestations organisées à Alger. Ils préfèrent parler crise de logement, utilisant à outrance le mot «manipulation». A la question de savoir qui manipule qui, les regards sont fuyants, les explications approximatives. N'ont-ils pas samedi dernier empêché des marcheurs de dire tout le mal qu'ils pensaient du régime ? N' ont-ils pas eux-mêmes marre de ce même régime qui les parque dans des F1 ? Trouvent-ils cohérent de se transformer de casseurs de marches en émeutiers ? Les questions dérangent et ils préfèrent parler de leur malvie, des conditions dans lesquelles ils sont logés mais sans s'engager dans une démarche citoyenne réclamant un véritable changement.

Même ambiance à Diar-Echems. Le quartier qui avait connu des remous est plongé dans la léthargie. Les blocs déjà vidés de leurs habitants sont déserts. Les autres sont toujours occupés par des habitants pressés de quitter de minuscules appartements où s'entassent des familles comptant souvent plus d'une dizaine de membres. Là aussi, la demande est pressante mais l'idée de participer à des actions réclamant le changement de régime paraît saugrenue. Le même discours est servi : trop de manipulation, de récupération. Les jeunes préfèrent visiblement l'émeute à l'action citoyenne.

Plus loin, le quartier offre un étonnant air de tranquillité avec cette agitation si familière des quartiers populaires. Week-end oblige, beaucoup de personnes, panier à la main, font leurs courses. Les enfants sont nombreux à se réapproprier la rue. Ils profitent pleinement du premier jour de vacances loin du regard de leurs professeurs, libérés de toute obligation.

Comme à chaque fois que les rayons du soleil sont au rendez-vous, des dizaines de grands-mères accompagnées de leurs petits-enfants, profitent de cette belle journée. Assises à même le sol, elles tricotent ou pas, discutant de tout et de rien. Elles ne rentreront chez elles qu'à l'heure du déjeuner. Elles avouent faire des deals avec leurs belles-filles : elles les déchargent des enfants et en contrepartie, ces dernières s'occupent des tâches ménagères et préparent le repas.

Une journée ordinaire, loin du tumulte de la Grande-Poste et du 1er-Mai. El-Madania attendra un autre jour pour faire sa «révolution»…

N. I.

MEETING DE LA CNCD ORAN À BETHIOUA

«Il faut dire «barakat» à toute forme de répression et de hogra»

Pour sa première action en dehors de la commune d'Oran, la CNCD Oran a animé hier, un meeting au niveau de la bibliothèque municipale de Bethioua. Le dispositif sécuritaire impressionnant, déployé autour du lieu de la rencontre, n'a pas réussi à dissuader les Bethiouis à prendre part à cette action.

Le hall de la bibliothèque abritait une exposition de caricatures représentant les droits de l'Homme et des articles de presse sur la réalité vécue par la société algérienne, notamment les différents mouvements de grève, les tentatives de marche pour revendiquer des droits légitimes.. Prenant la parole, Kaddour Chouicha, membre de la coordination et l'un des animateurs de ce meeting, fera d'abord une rétrospective sur la naissance de la CNCD, et la création de celle d'Oran. Il dira à l'assistance qu'«avec ce qui se passe dans le monde arabe, nous ne pouvions rester en marge de ce mouvement de contestation qui s'exprime au grand jour. Il ne faut plus se laisser freiner par une répression qui ne doit plus gouverner nos libertés». L'occasion pour l'intervenant d'évoquer le taux de chômage que connaît la localité de Bethioua, alors qu'elle est un pôle très important. «Il faut que cette hogra cesse et que chacun ait la possibilité de revendiquer ses droits civiques.» Le choix qu'a adopté la CNCD Oran à se propager à d'autres communes et localités réside, dira l'intervenant, «dans un seul objectif : celui de donner la parole à tous les citoyens où qu'ils soient et enfin nous sommes convaincus des actions centrées sur la capitale et sur Oran ne peuvent, à elles seules, avoir autant d'impact.

L'implication de tous est sollicitée, car le changement ne peut venir qu'à travers l'union de tous. On ne peut pas se contenter de se plaindre et de se lamenter chacun dans son coin, c'est l'heure de l'action et chacun selon ses possibilités». Un citoyen de Bethioua, qui co-animait le meeting, a pris la parole pour dénoncer l'interdiction de placarder les affiches pour informer les citoyens de la tenue du meeting.

«Aujourd'hui, c'est l'occasion pour nous de s'exprimer en toute liberté. Il n'est question ni de pouvoir d'achat ni de chômage, ni de logement… Nous sommes en quête de liberté avant tout autre revendication sociale», a-t-il affirmé. Tout en évoquant la mauvaise gestion que connaît la localité de Bethioua, il a noté : «Ce pays fonctionne avec les indicateurs. Nous voulons un Etat moderne, de vrais élus. Nous en avons marre de la corruption et de la mauvaise gestion qui règnent ici à Bethioua et partout en Algérie.» Prenant la parole, un citoyen de Bethioua se désole de constater qu'en «une date aussi symbolique que le 19 Mars, journée de la gloire, le meeting de la CNCD Oran soit autant encadré par un dispositif sécuritaire.

Il est plus que temps pour nous de recouvrer nos libertés individuelles et collectives».

Amel B.

SELON LA COORDINATION NATIONALE DES ENFANTS DES MOUDJAHIDINE

Des «obstacles» ont empêché la marche à Alger

La Coordination nationale des enfants des moudjahidine (CNEM) proteste contre «les obstacles» qui, selon elle, ont «empêché» la tenue de sa marche prévue pour hier 19 mars à Alger. Elle compte, ainsi, réitérer «d'autres marches et rassemblements dans d'autres wilayas». Dans un communiqué rendu public, les initiateurs de la marche, prévue hier, expliquent que «les bus provenant des différentes wilayas du pays pour acheminer les gens qui devaient participer à la marche pacifique, ont été empêchés de parvenir à destination». Et d'ajouter que l'important dispositif policier mis en place autour de la capitale a également été à l'origine de la non-tenue de cette marche. Dans le même communiqué, la Coordination a rappelé ses revendications : l'agrément pour cette organisation et les droits des enfants des moudjahidine. Elle dénonce également la loi du moudjahid et du chahid. La Coordination affirme également que cette tentative de marche n'est qu'un «premier pas». Elle compte aussi organiser d'autres marches et rassemblements dans les autres wilayas pays.

Rym Nasri

BÉJAÏA

Des milliers de manifestants sont sortis dans la rue

Plusieurs milliers de personnes ont participé, hier, à une marche pacifique au chef-lieu de wilaya, à laquelle a appelé la section de Béjaïa de la Coordination nationale pour le changement et la démocratie, aile partis politiques, pour exiger «le départ du régime».

La manifestation s'est ébranlée depuis l'esplanade de la maison de la culture jusqu'au siège de Radio Soummam. Tout le long du parcours de la marche, les manifestants ont repris à tue-tête des slogans hostiles au pouvoir. «Le peuple veut renverser le régime», «y en à marre de ce pouvoir», «pouvoir assassin», «DRS barra !», «Bouteflika, Ouyahia, houkouma irhabia», «Amirouche, El Haouès, l'Algérie matchi labess !» ont été autant de slogans repris en chœur par les manifestants qui brandissaient également des pancartes sur lesquelles on pouvait lire : «Nous ne voulons pas être des 3/4 de citoyens», «l'Algérie avant vous, système dégage, 50 ans barakat», «rendez-nous notre dignité», «ENTV organe de propagande», «pouvoir dégage», «on veut un changement du système et non un changement dans le système», «Bouteflika, DRS dégagez». Arrivés devant le siège de la radio locale, point de chute de la marche, les animateurs de la CNCD locale ont fait lecture d'une déclaration. «Cette formidable mobilisation, à l'instar des autres démonstrations de rue, est là pour rappeler que les Algériennes et les Algériens sont déterminés à arracher le changement par le départ du régime en place depuis l'indépendance», ont affirmé dans le document les membres de la section locale de la CNCD, aile partis politiques, tout en soutenant que l'idéal pour lequel «les enfants d'Algérie se sont révoltés contre le colonialisme, à savoir, la liberté et l'indépendance, se trouve, aujourd'hui, confisqué par un pouvoir qui a ruiné le pays et hypothéqué l'avenir de notre jeunesse».

«Ni les provocations criminelles, ni la désinformation, ni les appels à la haine du Kabyle et les propos racistes semés par les services n'entameront la mobilisation et la détermination de notre jeunesse pour aboutir à l'instauration d'une république solidaire, juste et démocratique», ajoute la CNCD dans sa déclaration, tout en saluant la formidable adhésion populaire à la manifestation de Béjaïa. La section locale de la CNCD n'y est pas allée de main morte pour fustiger le pouvoir en place et ses relais. «Autoritaire, violent, manipulateur, corrompu et corrupteur, le régime en place depuis 1962 maintient le statu quo et organise la désinformation à travers ses organes de propagande, que sont la télévision, la radio nationale et les chiffons de presse du DRS, comme *El Nahar, Echourouk* et *Djazaïr News*.

La CNCD, section de Béjaïa, tient à dénoncer la manipulation de ces médias à la solde du pouvoir et qui font honte à l'éthique de la profession et à l'héritage de Djaout, Mekbal et Ouartilane», ont violemment dénoncé les animateurs de la CNCD.

Lors du rassemblement observé devant le siège de la radio locale, les manifestants ont brûlé les Unes des trois journaux *El Nahar, Echourouk* et *Djazaïr News*. Il convient de signaler que pour parer à d'éventuels incidents, un impressionnant dispositif policier a été déployé, tôt dans la matinée d'hier, dans les locaux de la radio et tout autour de son bâtiment. Les manifestants se sont dispersés dans le calme en début d'après-midi sans qu'aucun incident n'ait été enregistré .

A. K.